

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROFLOAT

ZI

312 rue des Balmes
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2023-Is046T2
Code AIOT : 0006103189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2023 dans l'établissement EUROFLOAT implanté ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection menée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes le 5 juin 2023 au sein de l'établissement EUROFLOAT de Salaise a concerné d'une part l'examen de la conformité des rejets atmosphériques des installations dans le cadre d'une action nationale et d'autre part le suivi des installations de traitement des gaz résiduels avant leur rejet dans le cadre d'une action régionale spécifique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROFLOAT
- ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Eurofloat est spécialisée dans la fabrication du verre plat pour le bâtiment. Elle est autorisée à produire 680 tonnes de verre par jour. Sa production annuelle de verre est d'environ 200 000 tonnes. Elle comporte de l'ordre de 200 salariés et a réalisé un chiffre d'affaire de 150 millions d'euros en 2022. Le four de fusion a été reconstruit en 2016. Le site relève de la directive IED pour la rubrique n° 3330.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1. Action nationale sur la conformité des rejets atmosphériques dans l'air ;
2. Action régionale concernant la conception, la maintenance, l'entretien et la gestion des indisponibilités des systèmes de traitement des gaz résiduels avant leur rejet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite des installations, l'IIC (Inspection des installations classées) a également constaté :

- la présence d'eau dans les rétentions extérieures associées au stockage de produits chimiques à la suite des intempéries le week-end précédent l'inspection : il convient de les vider afin d'assurer leur disponibilité ;
- un local au sein duquel sont utilisés des résines (pour des opérations de collage) et des solvants (forte odeur) qui est ventilé sur allumage de l'éclairage, ventilation rejetée en toiture sans traitement : un état des lieux de la nature et de la quantité de produits utilisés et une évaluation de la nécessité de mettre en place un traitement avant rejet à l'environnement paraît nécessaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2.12.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Gestion des indisponibilités	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1	/	Sans objet
2	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.1.5	/	Sans objet
4	Points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
9	Conception, entretien et suivi	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'IIC (Inspection des installations classées) s'est attachée à vérifier par sondage l'application des dispositions réglementaires au site en matière de rejets atmosphériques par le biais de l'AP (arrêté préfectoral) d'autorisation du 14 août 2009 modifié mais aussi des principaux arrêtés ministériels concernés (notamment l'arrêté du 12/03/2003 relatif à l'industrie du verre et l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion). Ensuite, les dispositions relatives au suivi des installations de traitement des gaz résiduels (entretien, maintenance, disponibilité, performances, gestion des anomalies) ont été abordées.

Le bilan de l'inspection est plutôt positif. Le suivi réglementaire des rejets atmosphériques est effectif et les valeurs limites de rejet sont globalement respectées. Une démarche d'entretien, de maintenance et de fiabilisation des équipements de traitement a été constatée. Toutefois, concernant le contrôle des rejets atmosphériques, l'IIC a relevé quelques écarts ponctuels à l'arrêté préfectoral d'autorisation sur les installations de combustion ou de méthode pour le suivi des dépoussiéreurs et une non-conformité plus importante sur le dépassement des valeurs limites de rejets en SOx en sortie du four de fusion (sur les 6 dernières mesures comparatives, 5 dépassent la valeur limite d'émission bien que les résultats d'autosurveillance demeurent conformes). Une mise en conformité rapide est attendue sur ce point.

En outre, l'examen des résultats de l'autosurveillance de 2023 met également en exergue des dépassements ponctuels sur les rejets en poussières du four. Une indisponibilité des systèmes de traitement est survenue du 9 au 12 janvier 2023. Si l'exploitant prévoit des consignes en cas de panne de ces systèmes, il doit cependant mettre en place un compteur d'indisponibilité tel que prévu par la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. ... Les rejets à l'atmosphère sont, dans la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.
Constats : Les effluents gazeux sont captés et canalisés conformément aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation. Les différents points de rejets du site sont conformes à l'AP : <ul style="list-style-type: none">- conduit n° 1 : four de fusion ;- conduits n° 2, 3 et 4 : dépoussiéreurs "composition", "calcin 2" et "calcin 3" ;- conduit n° 5 : installation de combustion, cela concerne dans les faits deux émissaires : chaudière "composition" + chaudière "feuilleté" ;- conduit n° 6 : groupes électrogènes, cela concerne dans les faits quatre émissaires (3 groupes "float" + 1 groupe "feuilleté").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.1.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).
Constats : L'exploitant met en œuvre des dispositions visant à limiter les envols et rejets diffus de poussières. En particulier des systèmes de dépoussiéreurs sont mis en place dans les ateliers présentant le plus de risque sur ce point (réception matière, broyeurs). L'IIC (Inspection des installations classées) a constaté la mise en œuvre effective de ces dispositions. Le stockage du sable est réalisé en silo. Le dépotage est effectué par transfert pneumatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
<p>Constats : L'IIC a constaté la présence effective des conduits d'évacuation des fumées à l'atmosphère.</p> <p>Aucun dispositif ne perturbe a priori l'ascension des gaz à l'atmosphère à l'exception du conduit relatif au dépoussiéreur calcin 3 qui présente un dispositif de type "chapeau chinois". La dernière mesure périodique indique cependant une valeur de rejet de l'ordre de 0,6 mg/Nm3 en poussières.</p> <p>-> En l'absence de flux de rejet, cette situation n'implique pas nécessairement une action corrective.</p> <p>Concernant les vitesses d'éjection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - four de fusion et dépoussiéreurs : vitesse > 8 m/s, cf. AMPG (Arrêté ministériel de prescription générales) du 12/03/2003 modifié relatif à l'industrie du verre (art. 70) + AP d'autorisation art. 3.2.3 ; - chaudières : vitesses < 5 m/s (2,5 et 3), ce qui constitue une non-conformité à l'art. 3.2.3 de l'AP du 14/08/2009 ($V_{min} = 5\text{ m/s}$). Il convient toutefois de préciser que des dispositions spécifiques sont prévues pour les installations de combustion existantes, cf. AMPG du 03/08/2018 (annexe I relatives à l'application aux installations existantes). <p><u>Demande d'action corrective n° 1 (délai : 3 mois) :</u> L'IIC demande à l'exploitant de respecter la prescription de l'article 3.2.3 de l'AP d'autorisation relative aux vitesses minimales d'éjection pour les chaudières "composition" et "feuilleté".</p> <p>Le tableau de classement des activités de l'établissement a récemment été mis à jour (cf. APC du 09/05/2023). A l'occasion de l'examen des prescriptions applicables aux installations de combustion classées sous la rubrique 2910, l'inspecteur a constaté que les puissances retenues ne correspondent pas aux puissances nominales pour les chaudières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaudière à vapeur float : 0,8 MW ($P_{nominale} = 455\text{ kW}$), à noter dans la mesure où la puissance de cet appareil est inférieure à 1 MW, les dispositions de l'arrêté du 3 août 2018 pour la rubrique 2910-A-E ne s'appliquent pas (cf. Art. 1-II) ; - chaudière feuilleté : 1,7 MW ($P_{nominale} = 2,3\text{ MW}$). <p><u>Demande d'action corrective n° 2 (délai : 3 mois) :</u> L'IIC demande à l'exploitant de transmettre une mise à jour des puissances des activités associées à la rubrique 2910 des ICPE et d'évaluer le</p>

besoin d'actualisation du classement des activités sous cette rubrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les derniers rapports d'intervention de l'organisme agréé ayant effectué les prélèvements dans le cadre des mesures périodiques (cf. constat n° 5) conclut à l'homogénéité des écoulements permettant un prélèvement et un mesurage corrects.</p> <p>La prescription est donc considérée comme respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>

Constats :**Concernant les quatre GE (groupes électrogènes) :**

Intervention CERECO du 05/11/2021 (date de la dernière intervention) : la périodicité annuelle prévue par l'AP (cf. art. 9.2.1.2) n'est donc pas respectée.

Les VLE (Valeurs Limites d'Emissions) ont été mises à jour par APC (Arrêté préfectoral complémentaire) du 30/08/2017.

La VLE en NOx a été retirée dans l'APC susvisé.

Les VLE en SOx sont respectées.

Une non-conformité a été relevée sur les rejets du GE n° 2 sur le paramètre poussières : 97 mg/Nm³ pour une VLE de 75 mg/Nm³.

Fonctionnement < 400h/an (cf. APC du 30/08/2017, art. 2) => consultation des relevés 2022 :

- groupe Magnétron : 3h ;

- groupes Float : 234 h.

Il convient de préciser que s'agissant d'installations destinées uniquement aux situations d'urgence (secours de l'alimentation électrique), l'AMPG du 03/08/2018 n'impose ni VLE, ni mesures périodiques par un organisme agréé (cf. Art. 56 et 74). Ce point est rappelé dans la fiche technique combustion D.

Demande d'action corrective n° 3 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant de respecter la périodicité annuelle de contrôle des rejets atmosphériques des groupes électrogènes et les VLE associées.

Chaudières :

Intervention CERECO du 01/03/23

Les VLE en poussières sont respectées.

Des non-conformités ont été relevées sur les NOx pour les deux chaudières :

- chaudière "feuilleté" : 165,8 mg/m³ en moyenne vs VLE = 150 mg/Nm³ ;

- chaudière "float" : 157,6 mg/m³ en moyenne vs VLE = 150 mg/Nm³.

Problème d'isocinétisme relevé par CERECO sur la chaudière « feuilleté ».

Allure des courbes non stabilisée liée au fonctionnement par cycle de 5 min toutes les 30 minutes.

La production est jugée représentative des conditions de fonctionnement.

Un problème sur le blanc de site concernant le prélèvement sur les poussières est souligné pour la chaudière « float » mais le résultat est jugé valide par CERECO.

A noter un dépassement du critère d'aptitude à l'emploi pour la mesure d'O₂ pour la chaudière « float ».

L'APC du 30/08/2017 ne précise plus de teneur en O₂ de référence. Le rapport de l'organisme agréé retient une teneur en O₂ de 3 %, ce qui est conforme à l'AMPG pour ce type d'installation. La prescription de l'AP apparaît inadaptée.

L'AP fixe une VLE en SOx, ce qui paraît également inadapté pour un combustible de type « gaz naturel » uniquement.

Les vitesses minimales exigées dans l'AP ne sont pas reprises dans les rapports de mesures, ce qui n'est pas correct (cf. Constat n° 3).

Pour la chaudière « float » de puissance < 1 MW, il convient de rappeler que les dispositions de l'AMPG du 3 août 2018 ne s'appliquent pas.

Demande d'action corrective n° 4 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant de respecter les VLE en NOx pour les chaudières « float » et « feuilleté ». Il sera précisé les actions menées dans ce cadre (maintenance, réglage etc).

Dépoussiéreurs :

Intervention CERECO du 06/09/22

Les résultats en concentration sont conformes : respect des VLE en poussières.

Toutefois, le flux horaire en poussières pour les rejets du dépoussiéreur Calcin 2 est évalué à 794,4 g alors que l'article 1 de l'APC du 30/08/2017 impose un flux limite de 750 g/h. Ce point n'est pas identifié dans le rapport.

Demande d'action corrective n° 5 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant de respecter la VLE relative au flux journalier en poussières sur le dépoussiéreur « calcin 2 » et de veiller à intégrer cette contrainte dans les rapports de mesures périodiques.

La production est jugée représentative des conditions de fonctionnement. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les conditions de fonctionnement du dépoussiéreur Calcin 3 étaient effectivement représentatives. Il a notamment été évoqué un apport en poussières uniquement durant certaines phases de fonctionnement.

Demande d'action corrective n° 6 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant de justifier que les conditions de fonctionnement des dépoussiéreurs sont représentatives lors des mesures comparatives, en particulier pour le dépoussiéreur « calcin 3 ».

En outre, le rapport indique que l'organisme a effectué un seul prélèvement (au lieu de 3) pour la mesure de poussières sur les dépoussiéreurs « Calcin 2 » et « Calcin 3 ». Ceci est accepté lorsqu'il est établi que la mesure attendue est inférieure à 20 % de la VLE (cf. annexe 2 de l'arrêté du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère). Or, pour le dépoussiéreur « Calcin 2 », le rapport indique une mesure à 39 mg/Nm³ pour une VLE à 40 mg/Nm³.

Demande d'action corrective n° 7 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant de prévoir un protocole de prélèvement conforme pour vos mesures de poussières en sortie des dépoussiéreurs.

Four de fusion :

Intervention CERECO du 28/02/23

Les résultats sont conformes pour les paramètres CO, NOX, poussières, NH₃ et métaux. Les résultats sont non conformes pour SO₂ : 760,5 mg/Nm³ pour une VLE établie à 500 mg/Nm³.

Il s'agit d'une non-conformité récurrente puisque plusieurs résultats se sont avérés non conformes sur ce paramètre lors des précédentes mesures trimestrielles :

- 14/06/22 : 737 mg/Nm³;
- 06/09/22 : 1055 mg/Nm³;
- 07/10/22 : 701 mg/Nm³;
- 28/02/23 : 761 mg/Nm³.

Le 28/02/2023, les résultats d'autosurveillance sont eux conformes (< 500 mg/Nm³). L'analyseur en continu ne fait pas l'objet d'un étalonnage QAL2 en application des normes NF EN 14-181. Ces normes sont à appliquer dans le cadre de la mise en œuvre des MTD (meilleures techniques disponibles), notamment le BREF transverse ROM. L'arrêté du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre dispose en son article 32 que « *Les instruments de mesure des concentrations d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, de poussières et d'oxygène font l'objet, au moins une fois par an, d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur (ou au moyen de toutes autres méthodes de calibrage équivalentes).* » L'exploitant a indiqué assurer un contrôle de bon fonctionnement avec un gaz

étalon : le résultat du contrôle réalisé le 27 février 2023 était jugé satisfaisant.

Il convient aussi de mentionner que le rapport CERECO relatif à l'intervention du 28/02/2023 conclut à un non-respect de l'incertitude sur SO₂ : 168 mg/m³ vs 100 mg/m³ requis, sans commentaire dans le paragraphe relatif aux écarts aux normes. Ceci invalide en principe la mesure.

En termes d'actions, l'exploitant a précisé avoir :

- baissé la concentration de consigne à partir de laquelle l'injection de sorbant est augmentée ;
- programmé des mesures en amont et en aval du système de traitement des fumées ;
- comparé des valeurs instantanées données par CERECO à titre informatif (hors agrément) qui sont nettement plus proches de celles de l'autosurveillance.

Les conditions d'essais mentionnées : Tirée : 602,1 T/j ; Calcin : 30,2 % ; Débit gaz four : 3602,21 Nm³/h ; PCI : 10,43 kW.h/Nm³ sont jugées représentatives.

Certains pics de concentration pour plusieurs polluants sont visibles dans le rapport de mesure et sont liés aux cycles des réchauffeurs du four qui fonctionnent en alternance.

Demande d'action corrective n° 8 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant d'apporter la preuve du respect des VLE en SO_x au niveau du conduit n° 1 relatif au rejet des gaz résiduels du four de fusion. L'exploitant dressera dans ce cadre un inventaire exhaustif des actions menées sur le traitement des fumées, la fiabilisation des mesures d'autosurveillance ou les résultats des mesures externes effectuées.

Validité de l'agrément de CERECO :

Agence CERECO Rhône-Alpes : agrément valide pour les poussières (prélèvement uniquement), SO₂ (prélèvement uniquement), NO_x, CO, vitesse et débit-volume, vapeur d'eau, NH₃ (prélèvement uniquement).

L'agence Nord de CERECO dispose aussi des agréments complémentaires pour les analyses en poussières, SO₂ et NH₃.

Les rapports de contrôle ne semblent toutefois pas explicites sur ce point.

Demande d'action corrective n° 9 (délai : 3 mois) : l'IIC demande à l'exploitant de confirmer que les mesures en poussières, SO₂ et NH₃ ont bien été réalisées sous couvert d'un agrément valide.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'ensemble des prélèvements et mesures ont été réalisés sous couvert d'un agrément valide sous réserve de la confirmation demandée dans le constat n° 5. Par conséquent, les méthodes de référence sont mises en œuvre <i>a priori</i> . La prescription est considérée comme respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Dans le cadre de l'inspection, l'exploitant a commenté les dépassements et indiqué les actions réalisées ou envisagées. Des demandes sont effectuées par l'IIC dans le cadre du constat n° 5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2016, article 2.12.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de VLE
<p>Constats :</p> <p>Les non-conformités relevées dans le cadre des mesures périodiques effectuées par l'organisme agréé sont traitées dans le constat n° 5.</p> <p>Pour le conduit n° 1 relatif au four de fusion, les résultats d'autosurveillance de 2023 ont été consultés. Plusieurs dépassements ont été enregistrés sur les paramètres poussières (du 3 au 7/01, du 9 au 13/01, les 12-27-28/03, les 16-19-20/04) et les NOx (du 9 au 12/01).</p> <p>Les dépassements sont particulièrement élevés du 9 au 12/01/2023 (jusqu'à 1687 mg/Nm³ en NOx et 475 mg/Nm³ en poussières). Durant cette période, le four a été mis "en veilleuse", ce qui ne permet pas le fonctionnement du système de traitement des fumées. Dans ce cas, l'exploitant n'est pas tenu de comparer ses rejets aux VLE mais les rejets doivent être comptabilisés et la durée annuelle d'indisponibilité maîtrisée (cf. Constat n° 10).</p> <p>Les autres dépassements en poussières sont d'importance moindre. A ce sujet, l'IIC avait déjà indiqué à l'exploitant à la suite de l'inspection du 17 mars 2022, qu'en application de l'article 34 de l'arrêté du 12 mars 2003 modifié, la valeur de l'intervalle de confiance à 95% spécifiée peut être retirée, en l'occurrence 20% pour les poussières.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a indiqué avoir déplacé le point de mesure pour fiabiliser le suivi (instabilité jour/nuit).</p> <p>Demande d'action corrective n° 10 (délai : 3 mois) : L'IIC demande à l'exploitant de respecter les VLE en poussières en sortie du four de fusion. Il sera précisé à cette occasion les modalités d'autosurveillance retenues pour intégrer les dispositions de l'art. 34 de l'arrêté du 12 mars 2003 modifié.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Conception, entretien et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, AR 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre</p>

éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les unités de traitement des gaz résiduels sont constituées :

- pour le four de fusion : d'une DéSox (injection de chaux hydratée) et d'un électrofiltre composé de trois chambres électromagnétiques destinées à piéger les poussières et les SOx puis d'une DéNox de type SCR (réduction catalytique) ;
- de trois dépoussiéreurs : 1 pour la lucite et 2 pour le calcin (broyeurs 1 et 3) constitués de filtres à manches.

Des dépoussiéreurs sont également en place au niveau des silos de matières premières. Le déchargement s'effectue par transfert pneumatique. L'exploitant a travaillé à la mise en oeuvre d'une maintenance plus structurée et un suivi rapproché de l'encrassement par capteur de pression.

Système d'injection de sorbant :

Le réactif est livré par camion avec une capacité de stockage de 60 t. L'approvisionnement est géré de façon à conserver une autonomie en réactifs de l'ordre de 15 jours. La régulation sur l'injection a été abaissée à la suite des problèmes de rejets en SOx (cf. constat n° 5).

Ce système fait l'objet d'une maintenance préventive dans le cadre de l'arrêt annuel de l'électrofiltre. En particulier, le surpresseur permettant l'injection du réactif est entretenu et nettoyé.

Electrofiltre :

L'exploitant assure un suivi en exploitation de l'électrofiltre, une attention particulière étant portée sur les variations de pression au niveau des systèmes de vidange des trémies des champs, qui peuvent indiquer une usure prématurée des joints susceptibles de conduire à une indisponibilité d'une des chambres. L'électrofiltre peut fonctionner si deux chambres sur trois sont opérationnelles.

Un suivi en supervision en salle de commande et au niveau des baies locales de sécurité est réalisé. Cela permet par exemple de détecter des défauts sur des marteaux de frappe électromagnétiques (qui servent à faire tomber la poussière dans les trémies en bas de champ).

Lors des redémarrages, le filtre est préchauffé progressivement pour éviter la fragilisation de certains éléments de structure (retour d'expérience).

L'exploitant a constitué un lot de pièces de rechanges.

Durant l'arrêt annuel 2023, programmé du 11 au 16 juin, l'exploitant a prévu de déposer le transformateur du champ n° 2. Un courrier d'information dédié a été transmis à la DREAL.

Une visite et un nettoyage interne de l'équipement sont prévus.

Les opérations sont enregistrées dans le logiciel de maintenance assistée par ordinateur SAP. Par sondage, deux fiches de gamme opératoire ont été parcourues.

Des gammes existent également pour le suivi en routine de l'équipement.

L'IIC considère, au vu de l'examen mené par sondage, qu'une démarche structurée d'entretien et de suivi de l'électrofiltre est en place.

DéNox :

L'approvisionnement est de l'ordre d'un camion par semaine. L'autonomie en réactif est du même ordre de grandeur. A l'occasion de la maintenance annuelle, les équipements mécaniques sont vérifiés et nettoyés (injecteurs, ventilateurs, compresseurs etc).

Dépoussiéreurs :

Les filtres sont des filtres à manche et à poche avec un système de décolmatage. Ils sont remplacés tous les 2 ans.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des indisponibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, AR 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié la contrainte mais ne tient pas à jour un compteur d'indisponibilité.</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 11 (délai : 3 mois) :</u> l'IIC demande à l'exploitant de mettre en place un compteur horaire d'indisponibilité des unités de traitement des gaz résiduels susceptibles d'occasionner le dépassement des VLE. Il sera indiqué dans la réponse l'état de ce compteur pour 2023 à la suite de l'arrêt annuel pour maintenance de l'électrofiltre prévu du 11 au 16 juin.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé à l'IIC avoir établi des consignes en cas de défaillance ou d'indisponibilité des systèmes de traitement de façon à en limiter les conséquences. Ces fiches sont disponibles en salle de conduite. Les rejets occasionnés durant ces périodes sont comptabilisés et intégrés au registre d'autosurveillance (cf. registre 2023).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois